



Mieux comprendre la pauvreté pour en sortir

Sílvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira

6

La région d'Agreste de l'Etat de Paraíba, au Nord-est du Brésil, est réputée pour son climat erratique, souvent marqué par de longues périodes de sécheresse et de faibles rendements. Les exploitations familiales constituent 95% des établissements ruraux (soit environ 14.000 unités) mais n'occupent que 52% du territoire. Avec le peu de terres disponibles, les familles sont obligées d'utiliser de manière intensive leurs terres, ce qui rend difficile la préservation ou la régénération de la fertilité de l'écosystème. Cette situation crée un cercle vicieux insoutenable du point de vue écologique, économique et social. Les statistiques brésiliennes montrent que 60% des foyers de la région d'Agreste «n'ont pratiquement pas de revenu».

Depuis 1993, Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa (AS-PTA), ONG brésilienne, met en œuvre un programme de développement rural dans cette région, en vue de promouvoir l'innovation agricole et d'encourager ainsi la conversion agroécologique des systèmes de production actuels. Pour le programme, la pauvreté peut être vaincue en passant à des systèmes d'exploitation familiale agroécologiques.

Avec au départ quelques communautés dans trois municipalités, dès l'année 2002, le programme couvrait 16 municipalités et concernait environ 5.000 familles. Malgré cette évolution, l'AS-PTA s'est posée la question de savoir si son action auprès des familles les plus pauvres était efficace. Pour répondre à cette préoccupation, une étude a été menée dans trois communautés de la municipalité de Solânea où de nombreuses familles vivent dans une pauvreté absolue.

Etude sur la pauvreté

Le premier objectif visé était une définition commune de la notion de pauvreté. Les discussions tenues entre les dirigeants d'exploitations agricoles et les représentants de la communauté ont révélé que la pauvreté se manifeste sous plusieurs formes : accès précaire à la terre, à l'eau et à la biodiversité ; faim et insécurité alimentaire ; marginalisation du point de vue de l'accès aux marchés ; faible accès aux services de base et aux avantages sociaux des politiques gouvernementales ; dépendance politique dans les relations de travail et exclusion des processus de



Photo: AS-PTA

développement locaux. Manifestement, il s'est avéré que la pauvreté ne peut pas être considérée uniquement comme étant le manque de biens matériels. C'est une combinaison d'éléments complexes et interdépendants et elle doit être traitée comme telle. Elle a également une dimension politique et culturelle et change en fonction de l'espace et du temps. De plus, bien que nous prenions d'habitude les "familles pauvres" comme point de référence, nous devons tenir compte de l'existence de différents niveaux de pauvreté au sein de la famille – à savoir, entre le mari, la femme, leurs enfants et les autres membres de la famille.

Les informations reçues ont montré que le fait de ne pas posséder de terres ou de ne pas y avoir accès est un élément clé de la définition de la catégorie de familles "les plus pauvres". Ce sont celles qui font face aux obstacles qui empêchent le plus de participer aux activités liées au développement agricole. Cette catégorie se compose de paysans sans terre, de familles possédant très peu de terre et de ceux qui vivent sur la terre de leurs

parents. Et dans les familles, ce sont les femmes et les jeunes (particulièrement les jeunes femmes) qui rencontrent le plus de difficultés. Il est peu probable qu'elles obtiennent de leur travail en milieu familial les mêmes avantages que les adultes du sexe masculin.

Différentes manifestations de la pauvreté

La pauvreté absolue se manifeste dans quatre principaux domaines : accès aux ressources de base ; accès aux avantages des politiques gouvernementales ; accès aux marchés et accès aux organisations de la société civile. Au même titre que l'accès réduit à la terre, les principaux besoins matériels proviennent des difficultés d'accès à l'eau, à la nourriture et au revenu. Parmi les familles les plus pauvres, 64% ne possèdent pas de terre, ou doivent travailler dans des conditions très réglementées pour son utilisation. D'un point de vue historique, cette situation défavorable a entraîné des rapports de dépendance économique et politique. C'est ce qui a empêché la

mise en application des innovations pour améliorer l'infrastructure des systèmes agricoles locaux, par exemple, 70% des familles ne disposaient pas de moyens leur permettant de collecter ou de stocker l'eau. L'insécurité alimentaire représente aussi et en permanence une bonne partie de la vie de ces familles. Pratiquement tous les membres de la famille cherchent un travail quel qu'il soit, fût-il informel, incertain et incapable de fournir un revenu stable.

Le faible accès aux marchés est une autre voie dont les familles les plus pauvres sont exclues. Dans la mesure où elles manquent d'accès au transport, elles peuvent rarement participer aux marchés ou foires. Les familles les plus pauvres sont également pénalisées lorsqu'il s'agit de tirer profit des services publics. Bien que les programmes sociaux du gouvernement aient fourni une part importante du revenu du ménage pour un bon nombre de familles, la mise en œuvre de ces programmes est souvent irrégulière. En outre, ces fonds sont généralement mal utilisés par les autorités locales et n'atteignent donc pas leur public cible.

Enfin, la faible participation des familles les plus pauvres aux organisations locales a également été identifiée comme un facteur contributif à l'exclusion sociale. De nombreuses organisations sociales manquent de politiques ou programmes conçus pour s'attaquer aux conditions et questions spécifiques concernant ce secteur.

Responsabilisation des plus pauvres

Ayant passé en revue tous les aspects de la pauvreté, cette étude a permis de définir des stratégies spécifiques visant à faire face aux raisons de la persistance de l'exclusion socioculturelle et économique. La première et plus importante conclusion tirée a été que les familles les plus pauvres ont leurs propres stratégies de survie. Elle se focalisent sur l'atteinte des conditions minimales permettant à la famille de s'en sortir à court terme.

Parmi celles-ci, nous pouvons identifier différents mécanismes sociaux qui permettent d'atténuer les épreuves les plus difficiles. Par exemple, le prêt de semences, de nourriture et d'eau, permet de redistribuer les rares ressources excédentaires disponibles dans une communauté au bénéfice des plus pauvres. Des stratégies individuelles ont également été développées, bien qu'elles concernent le plus souvent des "partenariats inégaux". Dans la plupart des cas, ces stratégies permettent de maintenir la dépendance économique et politique des propriétaires fonciers, des commerçants ou hommes politiques locaux. L'étude a donc montré la nécessité de réorienter le programme vers le renforcement des capacités des

communautés les plus pauvres. L'analyse des impacts des initiatives antérieures du programme a révélé que bon nombre des innovations adoptées par les familles les moins pauvres n'ont pas été adaptées aux situations des plus démunis, même si elles répondaient souvent à leurs besoins. Parmi ces innovations, il faut citer le reboisement, l'amélioration du système d'exploitation du bétail, la construction d'infrastructures d'alimentation en eau ou l'utilisation d'engrais organique.

Cinq ans après l'étude et l'introduction de ses résultats dans la stratégie de l'AS-PTA, des changements importants sont intervenus dans les conditions de vie des familles les plus pauvres. Ces changements ont été facilités par la combinaison de deux facteurs. Premièrement, les activités ont été adaptées en vue d'encourager les familles les plus pauvres à participer aux processus locaux d'innovation agroécologique. Deuxièmement, une plus large participation de ces familles aux processus de la communauté leur a permis de tirer profit des politiques gouvernementales, particulièrement, de celles relatives à la garantie d'accès à la terre et à son utilisation.

Des changements spécifiques apportés au programme méritent d'être mis en relief :

1. Diversification des options financières et modification des fonds de crédits renouvelables (RLF). Jusqu'en 2002, les RLF ont été principalement destinés à la construction de citernes pour stocker l'eau à usage domestique. Depuis lors, la création d'un plan d'épargne communautaire a permis de générer collectivement des fonds en tenant compte des situations et besoins individuels. Les fonds peuvent à présent être également utilisés pour acheter d'autres produits comme le fumier, le petit bétail, des matériaux pour la clôture et l'infrastructure et du matériel d'emballage.

2. Diversification et amélioration de l'infrastructure de collecte et de stockage de l'eau. Cette initiative a été lancée à travers la revitalisation des groupes de travail communautaires. L'utilisation de pompes communautaires pour recueillir l'eau pour le bétail a été très réussie. Les familles les plus pauvres n'étaient donc plus obligées de vendre leurs animaux en période de sécheresse. L'accès universel à ces pompes est garanti par l'allocation de ressources financières par l'Articulação Brasileira no Semi-árido (ASA), appuyé par l'administration centrale. L'accès facilité à l'eau potable des citernes réduit considérablement les maladies d'origine hydrique. En outre, cela libère les familles, particulièrement les femmes et les jeunes, de la corvée de l'eau.

3. Amélioration des jardins potagers. Cette initiative qui est également appuyée par Catequese Familiar, visait à intensifier la production des jardins domestiques et

à impacter positivement sur la sécurité alimentaire au niveau des familles pauvres ; cette activité a permis de responsabiliser les femmes qui, à présent, voient leur travail dans les jardins reconnu par toute la communauté.

4. Création de marchés locaux. La foire agroécologique de *Solânea* a fourni aux familles les plus pauvres de meilleures conditions leur permettant d'apporter leurs produits au marché. Outre l'exposition de leurs produits, la foire est devenue un lieu indiqué où les familles qui ne produisent que de petites quantités peuvent vendre leurs produits.

D'autres avantages sont tirés de l'initiative prise par 30 familles sans terre qui se sont organisées pour tirer profit du programme foncier du gouvernement. Une zone d'installation garantie 17 hectares à chaque famille et cinq hectares à l'ensemble de la communauté. Habilitées à gérer leurs propres systèmes de production en vue de générer un revenu et de garantir ainsi la sécurité en ce qui concerne la nourriture et l'eau, ces familles sont à présent libérées de l'assujettissement à la politique et à l'économie. Parallèlement, elles ont commencé à participer aux séances de formation du programme en introduisant progressivement un nouveau savoir-faire technique et en participant aux programmes des exploitations familiales de la région.

Deux défis majeurs

Cette étude et ses résultats ont mis en relief deux défis majeurs récurrents pour les programmes de développement :

1. Il est important de reconnaître les stratégies de survie de la communauté qui sont fondées sur l'échange mutuel et les ressources locales. La perspective agroécologique sur laquelle s'est fondé le programme pouvait renforcer les processus sociaux et permettre ainsi de transformer et d'incorporer les stratégies de survie dans un projet de développement local collectif.

2. Les exploitants de fermes familiales ne pourront tirer profit des politiques sociales que lorsqu'ils seront en mesure d'élaborer leurs propres projets d'insertion sociale. A elles seules, les politiques sociales ne peuvent pas venir à bout de la pauvreté mais, elles demeurent nécessaires en tant que réponse aux urgences sociales. Les politiques de développement économique sont également incapables de briser le cercle de la pauvreté. Pour y parvenir elles doivent refléter les dimensions socioculturelles et économiques des populations marginalisées et exclues de la société.

Sílvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira.

Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa, AS-PTA. Rua da Candelária 9, 6º andar, CEP: 20.091-020, Rio de Janeiro, RJ, Brazil.

E-mails: silvio@aspta.org.br ; paulo@aspta.org.br ; adriana@aspta.org.br ; luciano@aspta.org.br